

Mobilisation ET Grève du 29 septembre 2022 Une grève vitale et indispensable !

Les conditions météorologiques de cet été (canicule, orages meurtriers, incendies effroyables) démontrent, pour celles et ceux qui n'en avaient pas pris conscience, **les limites d'une économie capitaliste dont les profits des actionnaires sont la priorité, au détriment de la nécessité écologique. Les restrictions des moyens des services publics, des pompiers professionnels, de Météo France et de l'ONF ont bien été portées par des politiques gouvernementales au détriment de la sécurité des citoyens et n'ont accompagné que cette philosophie !!**

Il est désormais temps, comme le prône le GIEC, que le gouvernement inscrive la transition écologique et énergétique dans ses priorités ! Cela ne sera possible qu'en portant la volonté de mettre en place **un nouveau mode de société portant la solidarité et l'humanité comme des valeurs fondamentales, et non de protection des dividendes des actionnaires des entreprises du CAC 40, que le gouvernement tente coûte que coûte de défendre et préserver !**

Sous le prétexte de l'inflation galopante, entamée bien avant la guerre en Ukraine mais exponentielle depuis, aucune décision forte n'a été prise pour préserver les pouvoirs d'achat des travailleurs. **Aucune décision gouvernementale de rétablir l'impôt sur les grandes fortunes, aucune taxation des profiteurs de la crise malgré des milliards de bénéficiaires !!! Non ce n'est pas la fin de l'abondance pour tous comme le prône Macron qui continue à protéger les plus riches, car les classes moyennes et les plus pauvres s'enfoncent dans la précarité !**

**Pour une autre politique plus solidaire, plus humaine et plus écologique,
TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 29 SEPTEMBRE 2022 !**

Pour une revalorisation de nos salaires et traitements !

Evidemment, en lien avec les revendications CGT et l'intersyndicale, la journée du 29 septembre est **une journée interprofessionnelle consacrée à la défense de l'augmentation des salaires et des traitements !**

A Pôle Emploi, la CGT a déjà revendiqué en début d'année une augmentation d'au moins 10% correspondant, à ce moment-là, tout juste à la perte de pouvoir d'achat subie par les agents de droit privé, (elle est d'au moins 20% pour les agents de droit public). Au titre des nouvelles Négociations Annuelles Obligatoires qui s'ouvrent nous revendiquons en plus l'indexation des salaires sur l'inflation !

Et à Pôle Emploi ?

Pour le maintien de nos missions de Service Public, pour la défense des Privés d'emploi attaqués et des agents de Pôle Emploi sous pression !

Après une promesse électorale du président bien floue sur Pôle Emploi devenant France Travail, le projet libéral se dessine avec la **mise en place d'un ministère du plein emploi, accompagnant à la fois la volonté du président de réduire le taux de chômage à moins de 5% et la volonté d'imposer plutôt que d'accompagner.**

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du gouvernement de contraindre tous les privés d'emploi au retour « express » à l'emploi, non pas à l'emploi choisi selon la qualification, l'expérience et le parcours professionnel du demandeur d'emploi, mais bien à l'emploi contraint uniquement par les injonctions portées par le patronat ! Sous la pression du MEDEF, le gouvernement veut donc maintenir les textes actuels de la réforme de l'Assurance Chômage (imposée par décret) jusqu'en décembre 2023, tout en indiquant vouloir débiter une concertation contrainte afin d'imposer par la loi une nouvelle convention d'assurance chômage à la mode canadienne, modulant les allocations selon le taux de chômage, les métiers en tension et le bassin d'emploi.

C'est dans cette volonté d'un plan de réduction des tensions du marché du travail que le gouvernement souhaite réformer (ou détruire) l'assurance chômage, l'apprentissage, les lycées professionnels, le RSA, la formation et Pôle emploi. Pour de nouveaux droits ? Non pour réduire les droits des salariés et des privés d'emploi, dans l'intérêt des profits du patronat. Durée d'indemnisation réduite et modulée selon les bassins d'emploi ? Renforcement du contrôle de la recherche d'emploi ? ... L'avenir s'annonce bien sombre.

Et « France Travail » ? Il s'agit d'une volonté du gouvernement que France Travail devienne le bras armé de la politique libérale du gouvernement !

Après le plan DELD, le pack de remobilisation (pour radier les privés d'emploi les plus éloignés,) après le contrat engagement jeunes (pour enlever le caractère social de l'accompagnement des jeunes les plus démunis), le gouvernement veut s'attaquer aux bénéficiaires du RSA, avec le discours suivant « on doit mieux les accompagner » pour « leur remettre le pied à l'étrier » souhaitant un « contrat où chacun fait sa partie, ce n'est pas simplement verser une prestation ».

Il est hors de question qu'un établissement comme France Travail devienne un simple opérateur pour contraindre les privés d'emploi, pour favoriser la paupérisation des demandeurs d'emploi et pour répondre aux réformes libérales du gouvernement. Nous maintenons également notre opposition à toute forme de régionalisation qui va à l'encontre d'une égalité de traitement national. L'immixtion des Régions dans la gestion du Service Public de l'Emploi telle qu'elle est actée par la loi NOTRE est porteuse de dangers et doit continuer à être combattue.

**Pour la défense et le maintien
de nos missions de service public et de protection sociale,
de nos métiers et de nos emplois !**

**A Pôle Emploi,
Toutes et tous en grève le 29 Septembre 2022 !**